

« Une trahison de l'État »

Comme la quasi-totalité des élus et parlementaires locaux, le maire de Gien et président de la communauté de communes, Christian Bouleau, ne décolère pas face au revirement de l'État concernant la tenue du rassemblement des gens du voyage du 18 au 25 août.

■ « L'État n'a pas respecté sa parole, il nous a roulés dans la farine, c'est inadmissible », s'emporte le maire de Gien face à la situation. Et d'ajouter qu'avec les parlementaires tels que Jean-Pierre Sueur, Jean-Noël Cardoux ou encore Claude de Ganay, « nous avons tout essayé auprès des ministères concernés, encore la semaine dernière, mais ils ne veulent rien entendre. Alors de mon côté, je ne veux plus coopérer, je ne ferai aucun effort pour favoriser ce rassemblement et je ferai tout pour protéger mes administrés et le Giennois que j'essaie de redynamiser l'été ! »

Arrêtés contraignants

Conséquence, après avoir démissionné de ses mandats préfectoraux (rapporteur de la commission départementale de la coopération intercommunale, dotation d'équipement des territoires ruraux, etc.), Christian Bouleau n'installera pas de rampes d'eau (elles viendront de la Marne où aurait pu se dérouler ce rassemblement) ni de barrière ou de poste d'ur-



Pour Christian Bouleau, l'État n'a pas tenu parole.

gences médicales (que l'ARS imposera sans doute). « Je prendrai également des arrêtés pour interdire les feux, l'installation de marchés en ville ou encore le stationnement sauvage de caravanes. Au moindre regroupement, la gendarmerie devra intervenir pour les amener au camp des Petites-Brosses à Nevoy. »

L'occasion, pour l' élu giennois, de souligner qu'il ne fait pas cela contre les gens du voyage, mais au contraire en phase avec leurs responsables et notamment le pasteur Charpentier. « Ils ont comme moi été mis devant le fait accompli, le terrain proposé à Sézanne dans la Marne étant impraticable pour les 20.000 à 30.000 personnes attendues. Donc ils subissent comme nous, mais aussi comme les gendarmes et la sous-préfecture. »

Courrier et manifestation

Dans ce contexte plutôt tendu, il faudra bien accueillir ces milliers de caravanes, et ce dès la semaine prochaine fort probablement. Et ce n'est sans doute pas le courrier envoyé par Christian Bouleau au président de la République qui changera grand-chose, tout comme la manifestation prévue samedi 10 août au rond-point de Nevoy.

Le maire espère toutefois que l'ensemble de ces actions feront réfléchir les autorités compétentes afin de ne pas revivre cette situation les prochaines années. Ce qu'avaient promis auparavant plusieurs ministres, de droite comme de gauche, comme Manuel Valls en 2013, date du dernier rassemblement d'août. Une promesse passée à la trappe avec le nouveau Gouvernement...

HERVÉ LE ROUX DUPEYRON